



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité SEMAINE DU 8 AU 14 OCTOBRE 2018

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS	4
AMERIQUE LATINE	10
ASIE – PACIFIQUE	12
EUROPE.....	15
PROCHE & MOYEN ORIENT.....	17
RUSSIE.....	20



AFRIQUE

L'ETHIOPIE : UN MODELE DE PAIX POUR LA CORNE DE L'AFRIQUE ?

Dans le cadre d'un important remaniement du gouvernement, l'Ethiopie devrait voir son Conseil des ministres passer de 28 à 20 membres selon une déclaration de Fitsum Arega, chef de cabinet du Premier ministre éthiopien. Ce dernier a précisé dans un communiqué de presse que le Conseil des ministres serait réduit en fonction du projet de fusion de portefeuilles ministériels mais aussi celui de création de nouveaux portefeuilles. Et d'ajouter : «La réduction des effectifs du Conseil des ministres vise à éviter des coûts inutiles, à assurer un fonctionnement efficace des agences gouvernementales et à éviter le chevauchement des fonctions dans les organes du gouvernement». Ainsi est notamment envisagée la fusion du ministère du Commerce et de celui de l'Industrie ou encore celle du ministère de la Science et des Technologies avec celui de la communication et de la technologie de l'information. Cependant, une annonce est venue éclipser toutes les autres : d'après F. Arega, l'Ethiopie envisage de se doter d'un ministère de la Paix qui aura pour fonction officielle le renforcement de la paix et de la sécurité dans le pays mais aussi de faire respecter la primauté du droit. Si la valeur symbolique d'un tel changement n'est pas négligeable - l'Ethiopie serait le seul Etat du monde à être doté d'un ministère de la Paix - la révolution diplomatique en cours dans la Corne de l'Afrique pourrait justifier son existence. En effet, depuis plusieurs mois, le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed multiplie les coups d'éclats en érigeant son pays comme le premier gardien de la paix dans la région. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que la reprise de ses relations avec l'Erythrée, amorcée depuis déjà quelques mois, sera l'un des grands dossiers dont le futur ministère aura la responsabilité. Les «deux frères ennemis de la Corne de l'Afrique¹», tel que les a surnommés Fabienne Le Houérou, seraient-ils enfin prêts à enterrer la hache d'une guerre frontalière larvée qui dure depuis maintenant plus de seize années ?

Depuis 2002, année de création d'une Commission frontalière Érythrée-Éthiopie conformément aux accords d'Alger, les relations diplomatiques et commerciales entre les deux pays sont au point mort. En 2006, la remilitarisation des frontières opérées par les deux rivaux avait d'ailleurs suscité de vives craintes concernant le possible éclatement d'un nouvel affrontement encore plus violent que celui qui

¹ LE HOUÉROU, Fabienne. *Ethiopie - Erythrée : frères ennemis de la Corne de l'Afrique*, l'Harmattan, Paris, 2000.



avait causé la mort de plusieurs dizaines de milliers de personnes entre 1998 et 2000. Si cette décision sonne peut-être le glas d'un conflit qui semblait jusqu'ici insolvable, elle ne fait néanmoins pas l'unanimité en Ethiopie. En effet, certains membres du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien, coalition au pouvoir depuis les années 2000, s'opposent à tout rapprochement avec l'Érythrée et notamment à la cessation de certains territoires comme le prévoient les accords d'Alger. A la tête de la coalition depuis seulement quelques mois, le premier Ministre Abiy Ahmed avait déjà fait savoir en avril dernier qu'il souhaitait oeuvrer à la normalisation des relations entre les deux pays. Quelques mois après, en juillet, c'était chose faite : Abiy Ahmed, et le président érythréen, Isaias Afwerki signaient une déclaration commune de paix et d'amitié, mettant fin à la guerre et promettant une coopération. Abiy avait notamment déclaré pour l'occasion : « Il n'y a pas de frontière entre l'Ethiopie et l'Erythrée. Au lieu de cela, nous avons construit un pont d'amour ». Ce premier rapprochement avait ouvert la voie à l'instauration d'un processus de paix grâce auquel fut entériné, le 20 septembre dernier, un nouvel accord historique entre les deux pays, permettant la réouverture de leur frontière commune. L'Ethiopie a également manifesté le désir d'apaiser ses relations avec la Somalie. Une compagnie aérienne éthiopienne a d'ailleurs effectué ce samedi le premier vol commercial entre Addis-Abeba et Mogadiscio depuis 41 ans. L'avion, qui appartient à la compagnie aérienne privée Ethiopia National Airways a atterri à l'aéroport Aden Adde de Mogadiscio et effectuera quatre vols par semaine. Le trafic aérien semble être un critère de qualité pour évaluer la nature des relations entre deux pays. En outre, en juillet dernier, Ethiopian Airlines avait lancé les premiers vols entre Addis-Abeba et l'Erythrée, après deux décennies sans aucune liaison aérienne.



AMERIQUE - ETATS-UNIS

JAMES MATTIS ORDONNE UNE REMONTEE MAJEURE DE LA PREPARATION OPERATIONNELLE DES CHASSEURS DE L'US AIR FORCE ET DE LA NAVY

Le Secrétaire à la Défense James Mattis a fait part de cette volonté dans un memorandum adressé aux Secrétaires de chaque Armée, reconnaissant l'existence de « *contraintes budgétaires et de manques en matière d'escadrons de combat* », ayant conduit à une « *sous-performance systémique* ». Il a mis en exergue la nécessité pour les forces américaines de se recentrer sur leurs priorités les plus stratégiques. Concrètement, ce réajustement majeur passe par une remontée très significative des taux de disponibilité opérationnelle des quatre principaux types de chasseurs de l'*USAF* et de la *Navy*, à savoir les *F-35*, *F-22*, *F-16* et *F-18*. L'objectif assigné est que ces taux atteignent a minima 80%, ce qui est bien supérieur à leur niveau actuel (en moyenne 70% pour les différentes versions des *F-16* et *F-15*, mais surtout 55% pour le *F-35* et 49% pour le *F-22*). Le SECDEF souhaite également voir une diminution des coûts de mise en œuvre et de maintenance des appareils. Cet objectif paraît indéniablement très ambitieux et devrait être difficile à atteindre. Une possibilité serait de retirer les appareils les plus anciens, ce qui permettrait automatiquement une remontée du taux de disponibilité, mais cela ne fonctionnerait que pour les *F-16* et *F-18*.

ASIE-PACIFIQUE : PREMIER EXERCICE IMPLIQUANT DES F-22 ET DES B-2

Pour la première fois, les deux avions les plus furtifs de l'arsenal américain, le chasseur de supériorité aérienne *F-22* et le bombardier stratégique à capacité nucléaire *B-2* ont conduit des entraînements conjoints dans le Pacifique. Les avions ont opéré depuis Pearl Harbour, mais surtout, l'un des *B-2* s'est aventuré au-delà des zones classiques où évoluent régulièrement les appareils américains, conduisant une opération de rechargement de bombes et de ravitaillement moteurs tournants (« *hot reloading* ») sur l'atoll de Wake. Le déploiement conjoint de ces appareils supposés pouvoir échapper aux radars chinois constitue un message clair adressé à Pékin dont les ambitions et les capacités militaires dans la région Indo-Pacifique ne cessent de monter en puissance.



REEMPLACEMENT DES CHARS DEPLOYES EN COREE DU SUD

Les forces américaines en Corée du Sud ont reçu de nouveaux chars M1 Abrams et de nouveaux véhicules de combat d'infanterie M2 Bradley, dans le cadre de la modernisation opérée par l'*Army* qui souhaite accroître sa capacité opérationnelle.

LE COMMANDANT DES FORCES AMERICAINES EN COREE DU SUD EN FAVEUR DU DEMINAGE DE LA DMZ

Le général Vincent Brooks, commandant des forces américaines en Corée du Sud, a apporté son « *plein et entier soutien* » à la reprise des opérations de déminage de la zone démilitarisée séparant les deux Corées, estimant qu'elles faciliteraient les opérations de recherche des dépouilles de la guerre de Corée tout en participant de l'atténuation des tensions avec Pyongyang. De fait, les deux Corées se sont entendues pour commencer le déminage d'un sentier conduisant à l'une des zones ayant vu les combats les plus féroces de la guerre de Corée, dénommée « *Arrowhead Hill* ».

VISITE DE MIKE POMPEO EN COREE DU NORD

Le Secrétaire d'Etat Mike Pompeo a effectué sa quatrième visite à Pyongyang la semaine dernière. Il y a rencontré Kim Jong-Un avec lequel il a évoqué la préparation d'un deuxième sommet avec Donald Trump ainsi que les gestes que Pyongyang est susceptible de consentir en vue de l'objectif de la dénucléarisation de la péninsule. Mike Pompeo a estimé que des « *progrès significatifs* » avaient été accomplis et que le dirigeant nord-coréen et lui étaient « *proches* » d'un accord sur les modalités détaillées du potentiel prochain sommet. Plus précisément, en matière de dénucléarisation, il a déclaré que Kim Jong-Un s'était dit prêt à ouvrir aux inspecteurs internationaux le site d'expérimentation nucléaire de Punggye-ri ainsi que le site de Sohae, destiné au test des systèmes propulsifs des missiles balistiques.

Un certain nombre d'experts ont fait part de leur scepticisme quant à l'effectivité de ces progrès, pointant le fait que Pyongyang travaillait à obtenir un maximum de concessions de Washington en contrepartie de l'accès aux sites de Punggye-ri et



Sohae. En outre, certains soulignent le fait que le site de Punggye-ri, fortement endommagé et rendu vraisemblablement inutilisable, avait été détruit par le régime qui avait à cette occasion convié des journalistes étrangers.

Il n'en demeure pas moins que la possibilité pour des inspecteur internationaux de procéder à des mesures, ne serait-ce que sur des débris radioactifs, constituerait une avancée majeure. En outre, cette rencontre du chef de la diplomatie américaine, pour modestes qu'en aient été les gains, témoigne de l'engagement américain dans les négociations bilatérales avec Pyongyang en vue d'un règlement diplomatique du dossier nucléaire. En témoigne le fait que Stephen Biegun, représentant spécial des Etats-Unis pour la Corée du Nord, qui accompagnait Mike Pompeo durant son voyage, devrait bientôt rencontrer le Vice-Ministre des Affaires étrangères nord-coréen, Choe Son Hui, pour discuter de la dénucléarisation et du prochain sommet.

UN SOLDAT AMERICAIN TUE PAR UN EEI EN AFGHANISTAN

Un soldat de la Garde Nationale de Caroline du Nord a été tué par l'explosion d'un engin explosif improvisé dans la province de Helmand.

2000 MARINES PARTICIPERONT A UN EXERCICE OTAN MAJEUR EN NORVEGE

Près de 2000 *Marines* du 24e *Marine Expeditionary Unit* (MEU) vont rejoindre la Norvège pour participer à l'exercice Trident Juncture 2018, l'un des plus importants exercices conduits par l'Otan, qui devrait voir la participation de plus de 40000 personnels militaires, 10000 véhicules, 130 aéronefs et 70 navires issus d'une trentaine d'Etats-membres. Particularité du déploiement des *Marines* sera le déploiement du véhicule blindé du Marine Corps (le *LAV - Light Armored Vehicle*), dans sa version antichar modernisée (tourelle automatisée dotée du missile *TOW*). Cette force sera transportée par plusieurs navires amphibies (*USS Iwo Jima*, *USS Gunston Hall* et *USS New York*) qui devraient prendre part aux exercices de débarquement et d'assaut.

LES ETATS-UNIS ET L'OTAN INTENSIFIENT LEURS OPERATIONS NAVALES EN EUROPE FACE A LA RUSSIE

L'amiral James Foggo, commandant des forces navales américaines en Europe et du *Allied Joint Force Command* de l'OTAN à Naples, a déclaré que les navires américains et de l'Otan allaient mettre l'accent sur les opérations de liberté de



navigation (FONOPs) dans les mers européennes, afin de contrer les activités militaires de Moscou. Ces activités revêtent deux formes selon lui : un harcèlement des navires de commerce en mer d'Azov, ainsi que le déploiement de nouveaux systèmes A2/AD dans l'enclave de Kaliningrad, dans la Baltique et en Méditerranée orientale, en particulier des systèmes antiaériens *S-300* et *S-400* ainsi que des missiles de croisière antinavires.

Il a par ailleurs adressé une mise en garde formelle contre les capacités des sous-marins russes. Ainsi, il a déclaré que le renforcement des capacités sous-marines russes était un défi lancé aux forces américaines et alliées dans l'Atlantique et la Méditerranée. Il estime que la marine russe sait qu'elle ne peut menacer les forces de surface en terme de porte-avions et de bâtiments de fort tonnage et qu'elle a en conséquence, misé sur la recherche et le développement en faveur de son arme sous-marine. D'après lui, il y a six sous-marins d'attaque classiques russes de classe *Kilo* à propulsion diesel dans la mer Noire et l'Est de la Méditerranée. Les sous-marins russes sont capables de tirer des missiles de croisière *Kalibr* (portée allant jusqu'à 3000 km) qui sont capables d'atteindre les capitales européennes depuis les mers environnantes. Il n'a pas tenu à préciser si les États-Unis étaient en mesure de connaître la position de ces sous-marins à n'importe quel moment mais a néanmoins expliqué que la *Navy* possédait un « *avantage acoustique* » de détection et qu'elle continuerait à l'exploiter.

DEBAT AUTOUR DE POSSIBLES SANCTIONS CONTRE L'ARABIE SAOUDITE SUITE A SA MISE EN CAUSE DANS LA DISPARITION D'UN JOURNALISTE

Mercredi et jeudi derniers, Donald Trump a fait part de son opposition à la suspension des ventes d'armes à l'Arabie Saoudite. En dépit de la disparition de Jamal Khashoggi, un journaliste saoudien, et de la potentielle implication du gouvernement, le président Trump cherche à conserver Riyad comme client de l'industrie de défense américaine, en partie car cette suspension forcerait l'Arabie Saoudite à se tourner vers la Russie ou la Chine, mais aussi car une vente d'armes pour 110 milliards de dollars à l'Arabie Saoudite avait été annoncée par Donald Trump lors de sa visite au roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud en mai 2017. Cette visite était d'ailleurs sa première en tant que président des États-Unis dans un pays étranger. Si l'Arabie Saoudite est identifiée comme responsable de la disparition de Jamal Khashoggi, le Congrès proposera au Président l'application d'une sanction punitive prenant la forme d'une suspension des ventes d'armes (solution exclue par Donald Trump), de la fin du financement de la campagne saoudienne au Yémen ou



bien de sanctions économiques. Le refus de la première option par Donald Trump ne devrait pas causer trop de difficultés car les ventes américaines d'armes à l'Arabie Saoudite sont en pause depuis plusieurs mois à cause d'une enquête menée par le *Senate Foreign Relations Committee* sur les victimes civiles de la coalition emmenée par l'Arabie Saoudite au Yémen.

LE PENTAGONE RECUSE LES RUMEURS DE DEPART DE LA SECRETAIRE A L'AIR FORCE

Alors que nous évoquions la semaine dernière les spéculations sur un possible remplacement de Heather Wilson, Secrétaire à l'*Air Force*, à l'issue des élections de Novembre, le Pentagone y a apporté un ferme démenti. Des sources anonymes avaient en effet estimé que la SECAF cherchait à entraver le plan de force spatiale porté par Donald Trump. Après s'être longtemps opposée à cette idée, tout comme le SECDEF Mattis, Heather Wilson s'y était ralliée, et avait récemment estimé le coût de ce projet à 13Mds\$ sur cinq ans (cf. brève précédente à ce sujet), ce qui a été vu par certains comme une surestimation visant à tuer la proposition dans l'œuf.

Il convient de demeurer très prudent, les revirements à la matière pouvant être brutaux tandis qu'un décalage persiste souvent entre les déclarations officielles et les faits.

GOOGLE SE RETIRE DE LA COMPETITION POUR LE SYSTEME DE « CLOUD » DU PENTAGONE

Google a annoncé son retrait de la compétition visant à développer un système de « *cloud* » pour transférer les données du Pentagone dans le cadre du projet « *JEDI* » (*Joint Enterprise Defense Infrastructure*), contrat d'un montant estimé à 10Mds\$. Le géant de l'informatique a argué d'une incompatibilité entre ce projet et ses valeurs d'entreprise. Cette décision fait suite au non-renouvellement par Google en juin du contrat d'intelligence artificielle dit « *Maven* », destiné aux drones mis en œuvre par les forces américaines.

LES TROIS ARMEES MUTUALISENT LEURS EFFORTS EN VUE DE DEVELOPPER DES ARMES HYPERSONIQUES



Devant les progrès des forces armées russes (système *Avangard*) et chinoises (système *Xingkong-2*) en matière d'armes hypersoniques, c'est-à-dire dotées d'une vitesse plusieurs fois supérieure à la vitesse du son, l'*Army*, l'*Air Force* et la *Navy* travaillent ensemble au développement d'une telle capacité. Plus précisément, les trois armées élaboreront chacune leurs systèmes d'armes à partir d'un tronc commun qui sera conçu par la *Navy* (dit "*boost-glide vehicle*", soit un système permettant à l'arme de planer jusqu'à sa cible après avoir été propulsée par une fusée). Le programme de l'*Army* s'intitule *Advanced Hypersonic Weapon* (AHW) et vise à développer une arme capable d'atteindre Mach 8 (soit environ 6000 km en 35 minutes). L'*Air Force* travaille au développement *Hypersonic Conventional Strike Weapon* (HCSW), pour lequel elle a déjà attribué deux contrats cette année tandis que la *Navy* en a attribué un le mois dernier dans le cadre de son programme *Conventional Prompt Strike* (CPS). L'objectif serait de déployer les premiers systèmes en 2021.

LA FLOTTE DE F-35 CLOUEE AU SOL

Jeudi, le Pentagone a annoncé que les forces américaines et leurs partenaires ont suspendu tous les vols de *F-35* (des avions ont déjà été livrés à l'Australie, la Corée du Sud, l'Italie, Israël, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, et la Turquie). Cette annonce intervient quelques jours après le crash d'un *F-35B* en Caroline du Sud et la suspicion d'un problème avec les tubes à combustible des appareils. La flotte des *F-35* va donc être inspectée dans sa totalité et les tubes défectueux seront remplacés tandis que les avions aux tubes fonctionnels seront remis en service dès la validation de l'inspection. Cette inspection devait se dérouler sur un ou deux jours.



AMERIQUE LATINE

ARGENTINE : LANCEMENT DU SATELLITE SAOCOM 1A PAR SPACE X ?

La station de Tolhuin, dans le sud du pays, sera la première à capter le satellite *SAOCOM 1A* (*Satellite d'observation microondes argentin*) lancé avec succès le 7 octobre par une fusée *Falcon 9* de l'entreprise américaine SpaceX. Dans le cadre de ses prochaines missions, la station a subi de nombreux tests de fonctionnement sur ses équipements. SpaceX, entreprise phare d'Elon Musk, avait auparavant décidé de reculer le lancement de la navette afin de poursuivre les tests de vérification. Le *SAOCOM 1A* a été conçu dans les villes de Cordoba, Bariloche et Buenos Aires avec l'objectif d'observer les phénomènes naturels afin de prévenir les effets sur les sociétés humaines.

CHILI : VISITE DU PRESIDENT SEBASTIAN PINERA EN FRANCE

Lundi 8 octobre, le Président français Emmanuel Macron a reçu son homologue chilien, Sebastian Pinera pour une visite d'Etat de plusieurs jours. Les discussions bilatérales ont abordé les enjeux énergétiques, stratégiques, cybernétiques et économiques. L'accord entre le Chili et l'Union Européenne a été évoqué par les deux chefs d'Etat. Le cas judiciaire de l'ex-guérillero Ricardo Palma Salamanca, responsable de la mort du dignitaire pinochétiste Jaime Guzman a été soulevé lors des discussions. Cette visite de la part de Sebastian Pinera a permis de renforcer le lien entre les deux pays ainsi que d'envisager de nouveaux domaines de coopération.

JAMAÏQUE : CREATION DE LA CARRIBEAN MILITARY ACADEMY

Le chef d'Etat-major de la Défense, Rocky Meade, a annoncé l'ouverture de la *Caribbean Military Academy*, première institution militaire en langue anglaise de la région. Elle permettra de former avec qualité les membres des forces armées des pays en développement. Elle constitue également une étape décisive pour la



Jamaïque et les Caraïbes, renforçant ainsi la coopération multilatérale. La *Caribbean Military Academy* est en discussion avec le Conseil Universitaire de Jamaïque et l'*University of the West Indies*.

MEXIQUE : 13^e CONFERENCE DES MINISTRES DE LA DEFENSE (CMDA)

Le Secrétaire de la Défense Nationale, le général Salvador Cienfuegos Zepeda, a présidé du 7 au 10 octobre la 13^e Conférence des Ministres de la Défense des Amériques (CMDA), organisée à Cancun. Depuis 1995, ces réunions permettent d'échanger entre les différents ministères de la Défense latino-américains et de renforcer la coopération multilatérale. Les Secrétares de la Défense Nationale, Salvador Cienfuegos Zepeda, et de la Marine, l'amiral Vidal Francisco Soberon Sanz, ont reçu la médaille de l'Ordre du Mérite de Duarte, Sanchez et Mella du gouvernement de la République Dominicaine.



ASIE – PACIFIQUE

CHINE : BIENTÔT UN VOL D’ESSAI POUR LE PROGRAMME H-20 ?

Après la diffusion cet été par CCTV d’un court reportage présentant au peuple chinois le nouveau programme d’armement H-20, le journal Global Times a annoncé mardi dernier qu’un premier vol d’essai devrait avoir lieu prochainement. Le H-20 désigne un bombardier stratégique à long rayon d’action (*Long Range Strategic Bomber*) développé par le constructeur aéronautique public *Xi’An Aircraft Company*. Il s’agit d’une nouvelle génération de bombardiers dits *stratégiques*, c’est-à-dire d’avions chargés de détruire des cibles stratégiques au sol à longue distance grâce à l’usage de bombes ou des missiles. Le H-20 qui viendrait remplacer le H-6K actuellement en service, serait doté d’une plus grande capacité d’autonomie (5 000 km), d’emport de charge (jusqu’à 20 000 kg) et de furtivité. L’existence du programme H-20 aux éléments extrêmement confidentiels avait été rendue publique en 2016 par le Général Ma Xiaotian, commandant la Force aérienne de l’armée populaire de libération. Mais selon certains experts, ce projet remonterait à la fin des années 90, voire début 2000. Parallèlement à la Chine, les Etats-Unis et la Russie mènent aussi d’ambitieux programmes de développement de bombardiers stratégiques.

CHINE : EXTRADITION DE XU YANJUN VERS LES ETATS-UNIS

Washington a obtenu l’extradition vers la États-Unis de Xu Yanjun, un haut fonctionnaire chinois du Ministère de la sécurité d’État soupçonné d’espionnage. Sous surveillance par FBI depuis quelques temps, il a été arrêté à Bruxelles le 1er avril dernier. Il est extrêmement rare que des personnes soupçonnées d’espionnage pour le compte de la Chine soient traduites en justice aux États-Unis car elles parviennent souvent à se réfugier en Chine avant d’être arrêtées. Cet événement vient alimenter la chronique des faits d’espionnage industriels perpétrés par la



Chine à l'encontre des Etats-Unis. Entre autres histoires : l'arrestation le 27 septembre dernier à Chicago d'un espion Chinois, Ji Chaoqun, et l'annonce d'installation de micro-puces pirates sur des nombreux serveurs d'entreprises américaines.

DIALOGUE DIPLOMATIQUE ET SECURITAIRE ENTRE LES COREE DU SUD ET LES EAU

Le secrétaire-adjoint du ministre de la défense des Émirats arabes unis était en déplacement à Séoul cette semaine pour rencontrer son homologue, la vice-ministre de la défense Suh Choo-suk. Cette visite s'inscrit dans le cadre d'un dialogue diplomatique et sécuritaire initié par les chefs d'État sud coréen et émirati lors d'un sommet en mars dernier. Les Émirats arabes unis ont souligné leur engagement en faveur de la paix au Moyen Orient et d'un gouvernement stable au Yémen, tout en invitant la Corée du Sud à prendre plus vivement part au projet de stabilisation de la région.

LE JAPON ET L'AUSTRALIE SE RAPPROCHENT FACE A LA MENACE CHINOISE

Les ministres de la défense et des affaires étrangères nippon et australien se sont réunis cette semaine afin d'échanger sur le sujet de la sécurité en mer de Chine méridionale et orientale. Ils ont affirmé leur volonté de développer un partenariat sécuritaire, notamment par la mise en place d'exercices militaires conjoints. Ils ont aussi souligné leur désir de coopération avec les Etats-Unis face aux ambitions chinoises dans la région.

AU PAKISTAN, TEST REUSSI DU MISSILE GHAURI

L'armée pakistanaise a annoncé lundi 8 octobre avoir mené avec succès un test de mise à feu du Ghauri, un missile capable de contenir une charge conventionnelle et



nucléaire. Le Pakistan disposerait aujourd'hui d'une vingtaine de cette adaptation du Nodong nord-coréen d'une portée de 1300 km. « Ce lancement consolide la capacité nucléaire pakistanaise qui vise à maintenir la paix et la stabilité par un régime crédible de dissuasion », précise le communiqué pakistanais. L'efficacité modérée du Ghauri est toutefois connue : en tant que missile à combustible liquide, son alimentation avant la mise à feu prend du temps et nuit à sa réactivité. Ces dernières années, le Pakistan s'est par ailleurs engagé dans un processus de modernisation de ses capacités balistiques en y incluant notamment la technologie du mirvage (missiles à têtes multiples indépendamment guidées).



EUROPE

ITALIE : LE PLF 2019 PREVOIT UNE NOUVELLE BAISSSE DES DEPENSES MILITAIRES

Le projet italien de loi de finances (LPF) 2019 porté par la coalition M5S-Ligue au pouvoir devrait être finalisé ce lundi, sur fonds de débats houleux avec la Commission Européenne. Accordant une large part aux allocations sociales et aux départs anticipés à la retraite, il prévoit notamment de tripler l'objectif de déficit budgétaire dans l'année à venir, et d'exercer une large coupe dans les dépenses militaires.

Le ministre des Affaires étrangères, Enzo Moavero, l'avait annoncé cet été : les dépenses militaires devraient subir une baisse notable sur la période 2019-2020, jusqu'à ne représenter plus que 1,15% du PIB. C'est s'éloigner significativement de l'objectif otanien des 2% du PIB, pour lequel la majorité gouvernementale précédente s'était pourtant engagée en 2014 ; un engagement renouvelé par l'actuelle ministre de la Défense, Elisabetta Trenta. « Nous allons supprimer 500 millions d'euros de dépenses pour des armements inutiles, qui ne servent pas à défendre le pays, mais qui constituent seulement un moyen de dépenser de l'argent », a affirmé M. Di Maio, chef de file du M5E. Il n'a néanmoins pas précisé les programmes qui seraient impactés par cette mesure.

La coupe budgétaire dans l'armement devrait permettre, selon la coalition au pouvoir, de tendre vers un rééquilibrage des finances publiques ; une stratégie déjà mise à l'œuvre en 2012. En 2017, le budget militaire italien avait pourtant augmenté de 500 millions d'euros, pour atteindre les 20,2 milliards.

Quant au projet "Poséidon" de rapprochement entre les groupes industriels navals italien, *Fincantieri*, et français, *Naval Group*, dans le but de constituer un groupe européen de premier rang dans le naval militaire, il pourrait bien être freiné par le blocage politique qu'induit la tendance actuelle de ce nouveau PLF.

SUEDE : RETABLISSEMENT DU SERVICE MILITAIRE

Alors que la Suède relance depuis quelques années sa politique de défense, le retour du service militaire obligatoire pour les hommes et les femmes, voté par les députés



du Parlement suédois le 2 mars 2017 après sept années de suspension prend forme. Depuis juin dernier, 4000 jeunes Suédois ont en effet commencé à préparer pour neuf mois leur formation militaire initiale. Celle-ci est dévolue à deux groupes : d'une part aux conscrits de la classe d'âge 1999 qui, après avoir passé un test, répondent aux exigences de l'armée et sont appelés à faire leur service ; d'autre part de simples volontaires qui décident de suivre cette initiation.

Le ministère de la Défense suédois s'attendait à compléter un petit nombre d'appelés par le recours plus massif aux volontaires, afin de porter une montée en puissance progressive de la conscription. C'est cependant l'inverse qui se profile, d'après les statistiques de l'agence suédoise de recrutement militaire (TRM, consultée et citée par le quotidien *Dagens Nyheter*). Le service militaire semble ainsi destiné à reprendre la place qu'il occupait au sein du dispositif de défense suédois jusqu'en 2010, date à laquelle il avait été suspendu au profit d'une armée de métier : en 2020, le nombre d'appelés passera à 5000, avant une augmentation dans les prochaines années pour rapprocher le royaume de ses voisins scandinaves (environ 4200 au Danemark, 9000 en Norvège, 27 000 en Finlande).

TRIDENT JUNCTURE : UN EXERCICE INSCRIT DANS LE LONG TERME PLUTÔT QU'UN TEST DE REACTIVITE

Le 25 octobre prochain débutera en Norvège l'exercice *Trident Juncture*. Il s'agira du plus important jamais réalisé dans le cadre de l'OTAN, et devrait rassembler environ 50 000 militaires. Le porte-avions USS Harry S. Truman sera par ailleurs déployé. En comparaison, l'édition 2015 de l'exercice avait mobilisé 36 000 soldats ; l'exercice *Vostok 2018* mené par la Russie du 11 au 17 septembre déployait 300 000 hommes.

L'amiral américain James Foggo, qui dirigera l'exercice, en a révélé l'orientation lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 9 octobre dernier. A l'inverse de l'exercice *Vostok 2018* qui reposait sur des manœuvres de réaction rapide - dites "*snap drills*" -, *Trident Juncture* doit servir à étudier les réactions qu'adopteraient les forces de l'OTAN dans différents scénarios, et à tester et améliorer les tactiques et procédures actuelles.

L'amiral Foggo a par ailleurs précisé que les "*snap drills*" faisaient partie de l'entraînement régulier de la *Very High Readiness Joint Task Force*, la force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation de l'OTAN.



PROCHE & MOYEN ORIENT

IRAN : LE PARLEMENT VOTE LA LOI CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Le 7 octobre, le texte prévoyant l'adhésion du pays à la Convention de l'organisation des Nations unies pour la répression du financement du terrorisme a été adopté avec 143 voix pour et 120 contre. Le Groupe d'action financière (Gafi), luttant contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, avait, en juin dernier, donné à Téhéran un délais de trois mois pour se conformer aux règles de cette organisation intergouvernementale. La dernière des quatre lois votée par le parlement pour permettre la mise en conformité du pays avec ces règles doit être encore entérinée par le Conseil des gardiens de la Constitution, organe veillant à ce que les lois soient conformes aux règles islamiques et à la Constitution. L'Iran a déjà envoyé trois autres projets de loi au Parlement, dont seul un a été validé par le Conseil des gardiens de la Constitution. Faute de s'y complaire, l'Iran restera sur la liste noire de l'organisation où seule la Corée du Nord figure encore.

Un éventuel maintien de l'Iran sur la liste noire compliquerait encore plus ses relations bancaires avec l'extérieur, déjà très compliquées par le caractère extraterritorial des sanctions américaines.

ISRAËL / SYRIE : REOUVERTURE D'UN POINT DE PASSAGE ENTRE ISRAËL ET LA SYRIE

Vendredi 12 octobre, l'Ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies, Nikki Haley, a annoncé que l'ONU, Israël et la Syrie s'étaient mis d'accord pour la réouverture du point de passage entre les deux pays au niveau de Quneitra, sur le plateau du Golan, dès lundi 15 octobre.

La réouverture et la sécurisation du seul passage officiel entre Israël et la Syrie s'inscrit dans le cadre du mandat de la Force des Nations Unies chargées d'observer le désengagement (UNDOF) créée à la suite de la guerre du Kippour. Cette force a pour mission de veiller à l'application du cessez-le-feu entre la Syrie et Israël au niveau du plateau du Golan. Elle avait cessé ses missions en 2014, après que la zone avait été investie par des membres du Jabhat al-Nosra. Elle a depuis août dernier redémarrer ses activités, après que les Russes et les Syriens aient repris le



contrôle de la zone. Déjà le 2 octobre, Sergueï Kouralenko, commandant adjoint du groupe militaire russe en Syrie, avait indiqué que la police militaire russe avait travaillé conjointement avec l'armée arabe syrienne pour sécuriser la zone et garantir la réouverture du passage, qui n'attendait plus que l'aval d'Israël.

TURQUIE / SYRIE : MENACES D'UNE OFFENSIVE A L'EST DE L'EUPHRATE

Plusieurs déclarations cette semaine du président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, annoncent une possible extension géographique de l'intervention turque en Syrie. Tout d'abord, samedi dernier, lors de l'ouverture du parlement, le président a tenu un discours belliciste à l'égard des Kurdes du PKK. En effet, 8 militaires Turcs ont été tués et blessés dans une attaque à la voiture piégée, dans la province de Batman, au Sud-Est du pays. Ensuite, ce vendredi 12 octobre, lors d'une cérémonie militaire destinée aux commandos, à Isparta, dans le Sud-Est du pays, le président a déclaré: "nous détruirons le nid de terroristes (*Terör yuvalarını*) à l'Est de l'Euphrate". L'ensemble de ces menaces de l'extension plus à l'Est de l'intervention Turque est à replacer dans le contexte du succès diplomatique de l'accord du 17 septembre avec la Russie. En effet, cet accord sur une zone démilitarisée autour d'Idlib a permis une sécurisation du front Sud-Ouest de l'intervention turque.

LYBIE : ARRESTATION DU TERRORISTE HISHAM AL-ASHMAWY PAR LES FORCES LIBYENNES

Hisham al-Ashmawy, l'un des hommes les plus recherchés d'Égypte sous le nom de Sherif, Abu Muhannad ou encore Abu Omar al-Mohager, a été arrêté ce lundi 8 octobre. Ancien officier des forces spéciales égyptiennes, Ashmawy a d'abord été militant et ingénieur des opérations de l'Ansar Beit al-Maqdis (ABM), groupe djihadiste salafiste fondé après la chute du gouvernement Moubarak en 2011. Ce groupe aussi appelé « Etat Islamique – Province du Sinäi » (IS-IP) n'a jamais été affilié à Al-Qaïda. En juillet 2014, Ashmawy se retire d'ABM refusant de prêter allégeance à Daesh et fonde son propre groupe Al-Mourabitoune en Libye. Il était principalement recherché en raison de la tentative d'assassinat de l'ancien ministre de l'Intérieur égyptien Mohamed Ibrahim en 2013, de sa participation à



l'organisation du massacre d'Arafra en juillet 2014 et une attaque contre la frontière égyptienne en février 2015.

L'armée nationale libyenne (LNA) est parvenue à l'arrêter lundi matin lors de l'expulsion de terroristes d'un quartier montagneux de Derna. Le porte-parole des forces du général libyen Khalifa Haftar, Ahmad al-Mismari, précise qu'il portait « un gilet explosif mais n'a pas réussi à le déclencher ». L'Égypte l'ayant condamné à mort in absentia suite au massacre de 2014 réclame son extradition. Les responsables de la sécurité libyenne prévoient de lui remettre Ashmawy après avoir fini leur enquête.



RUSSIE

LA LETTONIE ACCUSE MOSCOU DE CYBERATTAQUES

Les services de renseignement lettons accusent Moscou d'être à l'origine d'une cyber-attaque visant les ordinateurs des ministères des affaires étrangères et de la défense. Les services du Bureau de protection de la Constitution à Riga ont déclaré avoir subi de nombreuses attaques provenant du GRU ces dernières années. Ils affirment que ces tentatives d'espionnage visent majoritairement les institutions étatiques ainsi que les secteurs de la défense et des affaires étrangères. Cependant, aucune attaque visant à influencer les résultats des élections législatives lettones de samedi n'ont été décelées, bien que le parti pro-russe Harmonie soit en lice.

11 NOVEMBRE : POTENTIELLE RENCONTRE ENTRE DONALD TRUMP ET VLADIMIR POUTINE A PARIS EN MARGE DES COMMEMORATIONS

Selon l'agence de presse Ria Novosti, la probabilité de la venue du Président de la Fédération de Russie à Paris à l'occasion du centenaire de l'armistice de la Seconde Guerre mondiale en France se renforce. En effet, le Ministère des Affaires étrangères russe, en la personne du directeur de son département Amérique du Nord, Georgui Borissenko, a déclaré qu'un dialogue entre la Russie et les Etats-Unis n'est pas inenvisageable : "si les présidents russe et américain participent à un événement international en même temps, alors, bien sûr, le contact est possible". En effet, la commémoration de l'armistice de la Première Guerre mondiale est dans l'agenda international un événement adapté pour l'organisation d'une telle rencontre.

En juin 2014, la venue de Vladimir Poutine aux commémorations du débarquement en Normandie avait été saluée par François Hollande, car elle rendait possible, en pleine crise ukrainienne, une rencontre entre les présidents russe et ukrainien. Le président américain de l'époque, Barack Obama, avait cependant fait savoir à cette occasion qu'il ne rencontrerait pas son homologue russe en tête à tête. Le 11 novembre prochain, Paris pourrait donc être le théâtre d'une rencontre entre Vladimir Poutine et Donald Trump, si toutefois ce dernier, attendu lors des commémorations, acceptait l'entretien.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Amélie Dugast, Camille De La Rochère

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Simon Troadec

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Youri Desvigne

Direction éditoriale newsletter : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric